

**REPUBLIQUE DU SENEGAL**

-----

**REGION DE SAINT-LOUIS**

-----

**CONSEIL DEPARTEMENTAL**

***RAPPORT SPECIAL 2016***

***DU PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL***

**Madame le préfet;**

**Mesdames, Messieurs les Conseillers ;**

**Mesdames, Messieurs les chefs de service ;**

**Mesdames, Messieurs ;**

Comme indiqué par l'article 49 du Code Général des Collectivités Locales, alinéas 2 et 3, nous voilà encore réunis pour débattre du rapport bilan du Président, appelé « rapport spécial ».

Au terme de cet article, « chaque année, au mois de janvier de l'année suivant la fin de la gestion, le Président présente au Conseil départemental un rapport spécial sur la situation du Département, notamment sur les matières transférées, l'activité et le fonctionnement des différents services du Département et des organismes qui relèvent de celui-ci ainsi que les crédits qui leur sont alloués. Le rapport précise également l'état d'exécution des délibérations du Conseil départemental et la situation financière du Département. Ce rapport donne lieu à un débat. Il est rendu public ».

Aussi, nous proposons-nous d'abord de faire le point sur les compétences transférées (I) ; dans un deuxième temps, nous essayerons de retracer les activités et le fonctionnement des différents services du Département (II) ; enfin, nous allons faire une présentation de l'état d'exécution des délibérations du Conseil départemental ainsi que de la situation financière du Conseil (III).

## **I- COMPETENCES TRANSFEREES AU DEPARTEMENT**

Les réalisations dans le domaine des compétences transférées se présentent comme suit :

### **1) Domaines**

Selon l'article 296 du CGCL, le Conseil départemental a la compétence de délivrer des autorisations d'occupation du Domaine Public Maritime (DPM) et du Domaine Public Fluvial (DPF) aux personnes physiques pour la réalisation de projets après avis de l'organe délibérant de la Commune où se situe le projet. En 2016, nous avons autorisé :

- une occupation du Domaine Public Fluvial à la Commune de Saint-Louis dans le cadre du Projet Acting par délibération N°0011 du 07 septembre 2016, approuvée par arrêté du Préfet N°00256 en date du 10 octobre 2016;
- une occupation du domaine public maritime par Mme Fatou Kayré, suivant la délibération N°0012 du 22 décembre 2016 et approuvée par arrêté du Préfet N°028 du 16 janvier 2017.

### **2) Aménagement du territoire**

Jusqu'à présent nous n'avons pas eu les moyens d'élaborer le Schéma départemental d'aménagement du territoire.

### **3) Planification**

Le Plan Départemental de Développement a fini d'être élaboré et adopté par le Conseil par délibération N°008 en date du 07 septembre 2016 ; il a été approuvé par le Préfet par arrêté N°00251 du 03 octobre 2016. Il importera maintenant de le vulgariser et de mettre en œuvre le Plan d'Investissement Prioritaire.

### **4) Environnement et Gestion des Ressources Naturelles**

En termes d'appuis, on observe les mêmes difficultés que par rapport à 2015 ; en effet, le Conseil n'a pas pu consentir un appui au Service de l'Environnement ni au Service des Eaux et Forêts.

Par contre, contrairement à 2015, année au cours de laquelle aucune autorisation de défrichage ni d'amodiation n'a été donnée, nous avons autorisé le défrichage:

- à la Société Albatros SUARL pour usage industriel par arrêté N° 0019 du 1<sup>er</sup> décembre 2016 d'un terrain d'une superficie de 03 ha ;

- à la Société Ascor Afrique SARL pour usage industriel par arrêté N° 0020 du 01 décembre 2016 d'un terrain d'une superficie de 04 ha ;
- au Groupe Afro Fish SUARL pour usage industriel par arrêté N° 0021 du 01 décembre 2016 d'un terrain d'une superficie de 03 ha.

Tous les 03 terrains relèvent du domaine national et sont situés dans la Commune de Ndiébène Gandiol.

Nous avons également pris part à toutes les activités organisées par ces deux secteurs, notamment dans la validation des études d'impact environnemental et social.

## **5) Santé et Action Sociale**

Les problèmes financiers notés en 2015 et qui ont conduit à la non subvention aux **structures sanitaires**, en particulier à l'hôpital régional de Saint-Louis, ont persisté en 2016.

Il faut noter toutefois que pour l'action sociale, nous avons mis en place le Fonds d'Appui aux Projets Economiques des groupes vulnérables ; ce fonds est crédité de 10 000 000 F déjà versés dans le compte du FONGIP.

## **6) Education**

Dans ce domaine, les actions réalisées ont porté sur :

- la construction de 04 salles de classes au lycée de Mpal et de 06 salles de classes et d'un bloc d'hygiène à 10 box au lycée de Ngallèle pour 49 977 446 F;
- la réalisation du mur de clôture du lycée de Ngallèle et le branchement du lycée au réseau de la SDE pour 17 692 177 F;
- le démarrage des travaux de construction de 6 salles de classes au lycée de Tassinère, de 5 salles au lycée de Rao et de 3 salles de classes au lycée de Gandon.

Il faut signaler enfin que nous avons appuyé en carburant l'Inspecteur d'Académie pour la Semaine Nationale de l'Alphabétisation.

## **7) Culture**

Pour l'année 2016, aucune subvention n'a été accordée à une association culturelle ou religieuse. Cependant, comme de coutume, des appuis en nature ont été consentis à quelques familles religieuses lors du Gamou, en carburant notamment.

Pour le FESNAC à Kolda, le Conseil a appuyé la délégation régionale en

carburant ; au passage, notre région a reçu le deuxième prix en musique (un groupe de Saint-Louis) et le prix du fair-play octroyé à la troupe de Richard-Toll. Comme en 2015, nous avons consenti, pour les Festivités de la Fête de l'Indépendance, un appui de 700 000 F.

## **8) Urbanisme et Habitat**

Aucune action n'a été initiée par le Conseil départemental en 2016 dans le domaine de l'urbanisme et de l'habitat.

## **9) Jeunesse, Sports et Loisirs**

**En matière de jeunesse**, le Centre Régional de Ressources pour l'Emploi des Jeunes a accueilli 209 jeunes en 2016, dont 116 garçons et 93 filles. Ce taux de fréquentation dépasse largement celui de 2015. En effet, le total des jeunes accueillis en 2015 étaient de 115 jeunes, soit 94 jeunes de plus que l'année dernière.

### **➤ Répartition par niveau d'étude ou professionnel**

Sur les 209 jeunes accueillis, 71 jeunes ont un niveau bac+2 au moins ; dans ce groupe, 35 jeunes sont accompagnés en création d'entreprises et 36 en recherche d'emploi. Ce qui explique cette année l'orientation vers la création d'entreprises avec des jeunes de bon niveau de qualification. C'est la tendance inverse qu'on observait depuis plusieurs années. Mais ce revirement de situation est entraîné par l'accueil des étudiants de l'UGB.

Les niveaux IV et V qui représentent les niveaux BAC et BFEM posent davantage de problèmes d'orientation professionnelle tels que le choix d'une filière professionnelle ou l'orientation vers les universités publiques ou privées. Ces deux niveaux de qualification constituent un peu plus de la moitié des jeunes accompagnés (109 jeunes) dont 57 garçons et 52 filles. Cette tendance est illustrée par le Service de l'Orientation professionnelle qui a accueilli 41 jeunes et le Service Accueil qui a aidé à inscrire 10 nouveaux bacheliers sur le site Campusen. Les niveaux V bis et VI (de basse qualification) totalisent 29 jeunes, dont 18 garçons et 11 filles.

➤ **Répartition par problématique**

<b>Recherche Emploi</b>		<b>Recherche Formation</b>		<b>Total</b>
<b>Masculin</b>	<b>Féminin</b>	<b>Masculin</b>	<b>Femme</b>	
13	13	19	22	<b>67</b>
<b>26</b>		<b>41</b>		<b>Total</b>
<b>Emplois obtenus</b>		<b>Formations obtenues</b>		<b>Total</b>
<b>Masculin</b>	<b>Féminin</b>	<b>Masculins</b>	<b>Féminin</b>	
09	04	08	06	<b>20</b>
<b>13</b>		<b>14</b>		<b>Total</b>
<b>27</b>				

➤ **Structuration de plans d'affaires**

51 jeunes ont bénéficié de ce service, soit 53% de l'effectif total. Il faut signaler à ce niveau que 25 jeunes étudiants répartis en 5 groupes ont été accompagnés dans la rédaction de leurs projets communautaires, 2 projets pour des groupements de femmes et les 24 autres sont des projets d'affaires individuels sur lesquels 18 ont fini d'être réalisés et remis à leurs propriétaires, 06 sont en cours de réalisation.

➤ **Partenariat**

Au niveau de la coordination, 100 jeunes ont été mis en relation avec la Fondation Espagnole grâce au travail du CRREJ.

Avec les Carrefours Jeunesse Emploi de l'Outaouais, dans le cadre d'un Collectif international regroupant le Canada avec plus de 100 Carrefours, le Mozambique et le Sénégal avec le CRREJ en Afrique et le Pérou et la Bolivie en Amérique Latine, des perspectives probantes de partenariat sont en train d'être consolidées avec la coordination du Centre de Ressources.

Il faut enfin signaler, en matière de jeunesse, que le conseil a pris 08 **arrêtés de non opposition** à ouverture de colonies de vacances pour 12 œuvres :

- AECES;
- GRACE ;

- CNHU de FANN ;
- BHS ;
- Commune de Mbour ;
- Amicale des Jeunes Catholiques Mathias Mulumba de Derklé ;
- COUD ;
- CDEPS de Saint-Louis ;
- GIE GAINDE 2000 ;
- IPRES ;
- SENELEC ;
- LONASE.

En ce qui concerne **le sport**, hormis quelques appuis en carburant consentis à quelques ASC, aucune subvention n'a pu être accordée.

## **II- ACTIVITES ET FONCTIONNEMENT DES DIFFERENTS**

### **SERVICES DU DEPARTEMENT**

Sur le plan administratif, les services du Conseil départemental se composent:

- du cabinet du Président comprenant une Secrétaire de Direction qui fait office de billeteur en même temps;
- du Secrétariat Général qui est dirigé par le Secrétaire Général.

Le personnel comprend :

- un Agent d'Administration ;
- la Secrétaire du Secrétaire Général qui gère le courrier et les appels téléphoniques ; elle est en même temps la Coordinatrice de la Cellule de Passation des Marchés ;
- une deuxième Secrétaire mise à la disposition du Gouverneur ;
- 04 Commis d'Administration ;
- 03 Agents du CRREJ ;
- 03 Chauffeurs ;
- 02 plantons;
- 02 Gardiens.

Relativement à **l'action administrative du Conseil**, on peut retenir les faits suivants :

- A la date du 23 décembre 2015, le nombre de **courriers enregistrés** à

l'arrivée et au départ se présentent comme suit :

- **arrivée** : 849 dont 2 confidentiels;
  - **départ** : 146, dont 4 confidentiels et 23 convocations.
- En 2016, la **Commissions des marchés** s'est réunie et a attribué les marchés suivants :
- la restauration des hôtes du Conseil départemental pour 4 000 000 F ; la DRP est gagnée par MYA Services;
  - l'entretien des locaux de l'hôtel de département pour 4 743 600 F ; la DRP attribuée à la Société de Gardiennage, de Surveillance et de Nettoyement ;
  - l'achat de fournitures de bureau (lot 1) pour 2 667 650 F attribué à l'Entreprise Nourou Services et de produits d'entretien (lot 2) pour 427 160 F attribué aux Ets Aminata Bâ;
  - travaux de construction d'un mur de clôture au lycée de Ngallèle attribué aux Ets Ndiaye & Frères pour 17 692 177 F;
  - construction de 03 salles de classes à Gandon et de 05 salles à Rao (lot 1) attribué à l'Entreprise Diop & Frères pour 30 822 245 F et construction de 06 salles de classes à Tassinère (lot 2) attribué à BTPCE pour 27 576 000 F.
- Quant à la **Commission de réception** des travaux et matières, elle a procédé :
- à deux réceptions définitives de travaux (06 salles de classes + box d'hygiène à Ngallèle et 04 salles de classes à Mpal) ;
  - à la réception provisoire du mur de clôture du lycée de Ngallèle ;
  - à deux visites de chantiers (ceux de Gandon, Rao et Tassinère) ;
  - 19 réceptions de matières pour un montant cumulé de 23 889 866 F ;
- Enfin, il convient de relever qu'au titre de l'année 2016, une trentaine de représentations ont été effectuées par les conseillers et quelques techniciens, au nom du Président du Conseil départemental. La plupart de ces représentations ont fait l'objet de comptes-rendus écrits.

Sans être exhaustif, on peut citer les activités suivantes :

- inauguration du magasin de stockage de riz de l'Union des Producteurs de Pont Gendarme et de l'unité de transformation de riz dans le cadre du projet d'appui à la filière riz pour la sécurité alimentaire « Béy-Dundé » qui s'est tenue le 26 janvier 2016 au village de Pont Gendarme ;
- atelier de sensibilisation sur le programme plateforme d'appui au secteur privé et à la valorisation de la diaspora sénégalaise en Italie qui s'est tenu le 28 janvier 2016 à l'hôtel de la Poste ;
- atelier régional de lancement conjoint du programme multinational
- alimentaire et nutritionnel au Sahel et du projet de développement d'une résilience à l'insécurité alimentaire récurrente au Sénégal qui s'est tenu le 26 février 2016 à l'hôtel du Département de Saint-Louis ;
- CRD préparatoire de la Journée Mondiale de l'Eau qui s'est tenu le 02 mars 2016 à la Gouvernance ;
- CRD spécial sur le programme de développement touristique, le 04 mars 2016 à la Gouvernance ;
- célébration de la Journée Mondiale de l'Eau qui s'est tenue le 22 mars 2016 à l'hôtel Keur Dada ;
- réunion de validation des rapports actualisés de l'évaluation environnementale stratégique et du cadre de politique de réinstallation du PDIDAS qui s'est tenue le 23 mars 2016 à la Préfecture ;
- atelier d'information sur l'accord de Paris (COP 21) qui s'est tenu les 26 et 26 mai 2016 à la Préfecture ;
- rencontre sur la mise en œuvre du programme de gestion durable des ressources halieutiques au Sénégal par USAID/COMFISH qui s'est tenue les 14 et 15 juin 2016 à l'hôtel Dior ;
- séminaire de sensibilisation et de formation des pêcheurs sur les



services d'information climatiques (Projet CINSERE) qui s'est tenu au quai de pêche de Guet Ndar du 30 juin au 01<sup>er</sup> juillet 2016 ;

- CRD préparatoire de la Tabaski 2016 le 19 juillet 2016 à l'hôtel du Département de Saint-Louis ;
- atelier sur le schéma de libéralisation des échanges de la CEDEAO, le 28 juillet 2016 à la Chambre de Commerce ;
- réunion de validation de l'analyse environnementale initiale de « Sea production » projet chinois sis à Keur Barka, tenue le 22 septembre 2016 à la Gouvernance ;
- réunion du CRD sur le programme national de Biogaz Domestique (PNB/SN) du Sénégal tenue le 18 octobre 2016 à la Préfecture de Saint-Louis ;
- réunion préparatoire participation Région de Saint-Louis à la Foire Internationale de Dakar, le 03 novembre 2016 à la Gouvernance ;
- réunion d'information sur la 8<sup>ème</sup> édition du grand prix du Président de la République pour la promotion de l'invention et de l'innovation technologique, le 08 novembre 2016 à la Gouvernance ;
- réunion du Comité régional de suivi du programme de renforcement de la nutrition qui s'est tenue le 11 novembre 2016 à la Gouvernance ;
- réunion du Comité départemental restreint pour la participation du Département de Saint-Louis à la Foire Internationale de Dakar, le 22 novembre 2016 à la Préfecture ;
- réunion préparatoire 3<sup>ème</sup> édition Journée Nationale de l'Elevage, le 26 novembre 2016 à Ndioum ;
- réunion préparatoire de la foire de la Chambre des Métiers de Saint-Louis du 15 au 24 décembre 2016 à la Place Abdoulaye WADE.

➤ En ce qui concerne **les missions à l'étranger et la coopération**

### **décentralisée :**

- j'ai pris part à l'Assemblée Générale de Nrg4SD à Barcelone du 27 juin au 02 juillet 2016 et au Sommet Africités à Paris du 03 au 06 juillet 2016 ;
- du 13 au 19 novembre 2016, j'ai participé à la COP 22 à Marrakech.
- 03 personnes (2 élèves et 1 formatrice) du Centre de Formation Professionnelle (ex CRETF) ont été invitées, aux frais de l'AIRF, à prendre part au Mondial des Métiers de Lyon en février 2017.

## **III- ETAT DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DEPARTEMENTAL ET SITUATION FINANCIERE DU DEPARTEMENT**

### **1- Etat des délibérations du Conseil départemental**

Le conseil départemental a tenu ses 04 sessions ordinaires ; aucune session extraordinaire n'a cependant été convoquée :

- la **session du 25 février 2016** pendant laquelle le rapport spécial 2015 du président a été présenté ; le budget 2016 a été également adopté.
- la **session du 10 juin** au cours de laquelle le conseil a procédé à une révision budgétaire comportant un virement de crédits d'investissements de 18 476 426 F et une autorisation spéciale de recettes et de dépenses d'investissement de 70 000 000 F et examiné les comptes administratifs 2014 et 2015. C'est au cours de cette session également que la question des absences des conseillers aux sessions a été débattue.
- la **session du 07 septembre 2016** dont l'ordre du jour était fixé comme suit :
  - révision budgétaire qui consistait en une autorisation spéciale de recettes et de dépenses de fonctionnement de 1 140 000 F;
  - examen et validation du PDD ;
  - autorisation d'adhésion au FOGAR et à Nrg4SD ;
  - examen du projet d'occupation du DPF par la Commune de Saint-

Louis ;

- Questions diverses
- la **session du 22 décembre** avec comme ordre du jour :
  - orientations budgétaires 2016;
  - examen de la demande d'occupation du DPM par Mme Fatou Kayré ;
  - questions diverses.

## **2- Situation financière du Département**

Au 31 décembre 2016, la **situation provisoire** d'exécution du budget se présente comme dessous :

- 146 262 601 F en recettes de fonctionnement ;
- 144 468 273 F en recettes d'investissement ;
- 458 mandats, dont 450 en fonctionnement et 08 en investissement pour des montants respectifs de 147 384 818 F et 75 288 818 F.

Ainsi, on note :

- un solde négatif de 1 122 217 F en fonctionnement ;
- un solde positif de 69 179 639 F en investissement.

Telle est Madame le Préfet, Mesdames, Messieurs les Conseillers, l'économie du présent rapport spécial que je soumets à votre attention.

**Fait à Saint-Louis, le 16 janvier 2017**

**Le président du Conseil départemental**

**Mamadou Moustapha MBAYE**